

VENDREDI 3 AVRIL 2009 LIBÉRATION

Enseignants-chercheurs: l'ère de la défiance promet de durer

Quelle que soit la suite du mouvement, la relation avec Pécresse est profondément détériorée.

ANALYSE

Certains prévoient un pourrissement, d'autres un durcissement, d'autres au contraire un rebond... Bien peu en tout cas s'aventurent à prédire la fin du mouvement universitaire. Beaucoup s'inquiètent déjà des traces que ce conflit, exceptionnellement long, risque de laisser. Quelle qu'en soit l'issue, une chose est sûre: un mur de défiance et de suspicion sépare désormais la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, d'une bonne partie de la communauté universitaire.

«**Pression**». Les enseignants-chercheurs mobilisés ne la croient plus. Elle a tardé à bouger, cédant point par point après d'âpres négociations, et réaffirmant que les réformes seraient menées à terme. «*Pas question de relâcher la pression, explique ce professeur de littérature de Bordeaux. Si l'on reprend les cours, on va se faire avoir et ils vont en profiter pour faire passer leurs réformes.*» Même les présidents d'université ne sont plus si enthousiastes. Dans leur majorité, ils compatissent avec une ministre qu'ils jugent bien intentionnée mais que son camp n'aurait pas épargnée avec la suppression de 900 postes en 2009 et l'obstination de son collègue

Une mobilisation au long cours

Depuis le 2 février, date de l'appel à la grève, universitaires et chercheurs ont déjà défilé **neuf fois** sans que l'on voie un net reflux. Le 24 mars, ils étaient entre 5 000 et 15 000 à Paris, moins qu'hier. Le 10 février et le 19 mars, ils ont été jusqu'à 100 000 dans toute la France, selon les organisateurs.



Dans le défilé des enseignants-chercheurs, hier, à Paris. De son côté, le ministère sussure que le mouvement est fini. PHOTO SÉBASTIEN CALVET

de l'Éducation, Xavier Darcos, à appliquer sa réforme de la formation des enseignants. Ils reprochent à Valérie Pécresse d'avoir cédé sur certains points

Au sein même des universités, il faudra bien retravailler ensemble, grévistes et non grévistes, après une longue lutte où les positions se sont figées.

dans le statut des enseignants-chercheurs et ainsi donné raison aux protestataires qui dénoncent leurs «*superpouvoirs*» de présidents.

Au sein même des universités, il faudra bien retravailler ensemble, grévistes et non grévistes, après une longue lutte où les positions se sont figées. L'ambiance risque d'être lourde, surtout si les universitaires mobilisés ont le sentiment d'avoir perdu, ou obtenu des miettes. «*Je redoute dans ce cas beaucoup d'amertume et d'aigreur, confie une responsable universitaire, car les syndicats n'ont pas joué leur rôle, ils n'ont pas négocié ou lorsqu'ils l'ont fait, ils n'ont pas osé dire à*

leur base: voilà ce qu'on a gagné. Ils ont été la remorque des collectifs beaucoup plus radicaux.

Pour beaucoup d'entre eux, l'image des universités risque d'en souffrir. «*Je pense à mes étudiants, ils n'ont pas les moyens de redoubler et ils comptent sur leurs diplômes pour s'insérer, explique Jean-Loup Salz-*

mann, président de Paris-XIII-Villetaneuse (Seine-Saint-Denis). Mais leurs diplômes risquent d'être dévalorisés cette année et les parents de ne plus vouloir les envoyer à l'université.

Image. Un discours qui horripile les grévistes. «*C'est l'université elle-même qui s'est détériorée, non son image, avec toujours moins de moyens et des amphis qui s'effondrent, répliquent-ils. Nous nous battons pour la redresser.*» Reste la validation de l'année pour les étudiants. Les enseignants se disent prêts à rattraper les cours, au moins en partie. Certains le font déjà. Mais encore faut-il que la ministre retire ses réformes.

← VÉRONIQUE SOULE

Plus de 10 000 personnes dans les rues de Paris hier.

«Pécresse n'est pas à la hauteur de sa tâche»

Obstinés, les universitaires le sont manifestement. Hier, avec la neuvième manifestation parisienne depuis le 2 février, ils ont une nouvelle fois indiqué au gouvernement la force de leur détermination dans le conflit qui les oppose. A plus de 10 000 (25 000 osent les organisateurs), venus de toutes les grandes universités parisiennes et quelques délégations locales (Orléans, Tours...), ils ont défilé derrière un groupe de «*superbiatoss*» — les agents techniques et administratifs des universités — et un autre constitué des délégués du congrès du Snesup-FSU. En tête, Jean-Louis Fomel, pour Sauvons l'université, lance: «*On continue. Le gouvernement ne trouve pas la réponse à ce mouvement parce qu'il refuse de voir ce qu'il porte, une contestation globale de sa politique universitaire et de recherche. La ministre [de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, ndr] n'est pas à la hauteur de sa tâche, elle vient d'augmenter la confusion sur la réforme de la formation des professeurs. Al'irresponsabilité politique, elle ajoute l'inefficacité technique.*»

Alors que le ministère susurre que ce mouvement est fini, Pierre Fröhlich, historien à Paris-I, répond que son UFR est «*toujours en grève*». Même affirmation par des universitaires de Paris-XIII, Paris-X, Paris-8, Paris-III, Paris-IV. En tête du cortège de Paris-IV, son président, Georges Molinié, proteste contre «*l'autisme du gouvernement*» et martèle: «*Il faut continuer les manifestations.*» Des banderoles de Paris-VI, Paris-VII, l'Inalco, Paris-XII, Versailles-Saint-Quentin et de centres de recherche montrent que la contestation persiste, malgré sa durée sans précédent depuis mai 1968.

Une longueur qui pose le problème de la validation du second semestre. A ce sujet, Pierre Fröhlich précise que tous les étudiants de son UFR vont recevoir «*une liste précise des sujets sur lesquels porteront les examens, quelle que soit la suite du mouvement*». Un signe de l'attention portée par les universitaires sur les examens, révélateur aussi qu'ils n'excluent pas la poursuite du mouvement après les vacances.

← SYLVESTRE HUET